



Protection civile
et aide humanitaire
de l'Union européenne



REACH
Informing
humanitarian
action



ACTED



MEDICIS
MONDO



PREMIERE
URGENCE
INTERNATIONALE



COORDINATION
SUD



NGO FORUM

Ukraine : une crise humanitaire aux portes de l'Union Européenne

Une action et des investissements pertinents en réponse aux enjeux humanitaires

Compte rendu de Conférence : Paris, 14/03/2019



Messages clé :

- **Le dernier conflit armé d'Europe :** La guerre du Donbass est le seul conflit armé actif en Europe. En 5 ans, 13 000 personnes sont mortes, 30 000 ont été blessées et près de 3,5 millions, dont 30% de plus de 60 ans, sont en détresse humanitaire.
- **La séparation et la désintégration du tissu socio-économique :** La ligne de front, longue de 450 kilomètres et également appelée « ligne de contact », a divisé les régions industrielles, urbanisées et densément peuplées de Donetsk et de Louhansk. Près de 2,2 millions de personnes vivent aujourd'hui dans les territoires sous contrôle gouvernemental (TCG) et 3,2 millions dans les territoires non contrôlés par le gouvernement (TNCG). C'est cette coupure artificielle qui, en provoquant une désintégration totale du tissu socio-économique et en altérant les circuits de déplacements habituels, amplifie aujourd'hui les besoins humanitaires.
- **Des liens sociaux qui persistent :** Malgré les nombreuses difficultés, le lien social résiste à la violence armée, chacun ayant des parents, enfants, petits-enfants, amis ou anciens voisins de l'autre côté de la ligne de contact. La force de ce lien se traduit par plus de 70 000 traversées quotidiennes de la ligne de front justifiées par des raisons personnelles, administratives ou économiques.
- **Des nombreux enjeux sécuritaires et de protection qui persistent :** En plus de l'insécurité physique permanente dûe aux tirs quotidiens, il est également question des restrictions imposées aux droits fondamentaux telle que la liberté de circulation : celle-ci ne se fait que par cinq postes-frontiers reliant les TCG aux TNCG et engendre des heures d'attente à l'air libre, peu importe la saison, sur des terrains ouverts aux tirs et minés. Il est aussi question du droit à une pension de retraite, des dommages causés aux logements ou aux

infrastructures de base (eau, électricité, chauffage) et, enfin, de la contamination par les mines et autres restes explosifs de guerre.

- **Eaux en danger** : L'acheminement de près de 1,3 million de mètres cubes d'eau potable par la compagnie publique d'eau Voda Donbasa à quatre millions de civils représente également un véritable défi. Le système d'approvisionnement en eau sillonne la ligne de contact. La compagnie qui en est en charge paie également un lourd tribut humain : 9 de ses employés sont tombés sous les tirs et 26 ont été blessés, alors qu'ils effectuaient des travaux de maintien ou de réparation des structures endommagées par les bombardements. Les soutiens internationaux, politiques et humanitaires, sont essentiels pour assurer un fonctionnement régulier de Voda Donbasa, dont les dettes ne cessent de s'accroître à cause du conflit.
- **La ville de Marioupol, un exemple de succès** : A cause de son enclavement entre deux zones de tensions, à savoir la ligne de front au Nord-Est et la mer d'Azov au Sud, la ville de Marioupol en TCG fait face à d'importantes difficultés logistiques et économiques. Néanmoins, les autorités locales ont su mettre en avant le potentiel de la ville pour attirer les investissements, tout en venant en aide aux déplacés internes. Ainsi, début 2019 la France a octroyé un prêt d'Etat de 64 millions d'euros à la ville pour le traitement des eaux. C'est un exemple à reproduire. Il est important de noter que les investissements à long terme peuvent se faire aussi à proximité immédiate de la ligne de contact.
- **Des financements insuffisants** : Les besoins humanitaires en TNCG vont perdurer, et le soutien financier doit donc continuer. Les enjeux liés au financement de l'action humanitaire restent importants compte tenu du blocage complet du processus de paix. Si l'ONU s'est donnée pour objectif de réunir 162 millions de dollars en 2019, son plan de réponse humanitaire pour 2018 n'a pourtant été financé qu'à hauteur de 36%.
- **Humanitaire et développement, complémentarité et action conjointe** : De son côté, le TCG s'ouvre aux opportunités de développement. Cela nécessite notamment la mise en place de stratégies régionales, nationales, et d'une coopération renforcée avec les institutions étatiques qui doivent relever ce défi. Ainsi, un « cadre conjoint » associant l'assistance humanitaire au développement institutionnel a été mis en œuvre dans une approche inclusive par l'Union européenne. Ce cadre est destiné aux régions de Donetsk et de Louhansk.
- **Des négociations dans l'impasse** : alors que les projets sont toujours aussi nombreux, l'absence de progrès apparaît être le résultat du manque de volonté politique des deux côtés. Les accords de cessez-le-feu illustrent parfaitement la situation : malgré les importants efforts effectués pour les réactiver régulièrement, les engagements ne tiennent que peu de temps. Malgré tout, il est important de garder les formats de négociation déjà en place. Ce sont les seuls à préserver un contact et à réduire de manière significative les violations du cessez-le-feu et le nombre des victimes. L'engagement continu et accru de la France sur ce plan est crucial.
- **Des implications importantes sur la santé des personnes** : un million de personnes vivent dans la région de Louhansk (TCG), dont trois cent mille à proximité de la ligne de contact. Ces dernières vivent constamment sous la menace des bombardements qui se sont récemment étendus bien au-delà de la zone des 0-5 kms. Les mines sont également présentes dans une zone encore plus vaste que celle des 0-5 kms : à cause d'elles, 280 civils dont 8 enfants, ont été tués, et plus de 2,000 blessés. Près de 8,000 bâtiments, dont des établissements médicaux, ont été endommagés ou détruits, et nécessitent d'être totalement ou partiellement reconstruits. Cela entrave l'approvisionnement en support médical et psychosocial de qualité dans les zones touchées par le conflit. La plupart des résidents de cette zone étaient pris en charge par les centres de santé spécialisés dans les villes de Donetsk et de Louhansk. Mais aujourd'hui, ces villes se trouvent en TNCG ce qui complique encore davantage l'accès aux soins ponctuels des deux côtés de la ligne de contact. De plus, les établissements en TNCG sont coupés du réseau sanitaire national.

Nos recommandations à la France :

Les sujets abordés pendant la conférence ont mis en lumière les actions qui peuvent être entreprises par la France afin d'améliorer la situation humanitaire dans la zone touchée par le conflit. Celles-ci incluent :

1. **Maintenir son engagement quant aux négociations**, afin de parvenir à un cessez-le-feu durable, en utilisant la diplomatie humanitaire comme point d'entrée qui peut créer une confiance pouvant ensuite servir d'autres domaines.
2. **Supporter financièrement la compagnie des eaux Voda Donbasa**, en coopération avec les autres bailleurs de fonds internationaux, pour que des millions de personnes des deux côtés de la ligne de front puissent avoir accès à un bien de première nécessité tel que l'eau.
3. **Plaider pour la reconnaissance d'un statut spécial à la compagnie Voda Donbasa** auprès des autorités ukrainiennes, afin de lui permettre de travailler en TNCG en sécurité et sans enfreindre les lois ukrainiennes.
4. **Plaider pour que des mesures soient prises dans les plus brefs délais afin d'améliorer les conditions de passage à travers la ligne de contact**. Cela inclut l'ouverture d'au moins un poste de contrôle supplémentaire (Zolote, dans la région de Louhansk), ainsi que l'officialisation et la simplification des procédures de passage.
5. **Plaider auprès du gouvernement ukrainien pour qu'il modifie les lois** sur la santé sexuelle et reproductive, sur la santé mentale et le support psychosocial, et sur la violence de genre, ainsi que le budget alloué à la santé. L'objectif étant d'améliorer la prise en charge sanitaire des personnes touchées par le conflit des deux côtés de la ligne de contact.
6. **Poursuivre, promouvoir et soutenir les investissements dans la région du Donbas**, pour un impact positif de long terme. Au regard de l'exemple donné pour la ville de Marioupol, il est nécessaire que les investissements engagés se rapprochent au maximum de la ligne de contact et qu'ils permettent d'appuyer les acteurs étatiques dans ce processus. Cela permettra de créer des institutions qui, sur le long terme, pourraient s'atteler aux grands défis que la région présente, en prenant en compte les besoins des populations dont les repères étaient situés, avant le conflit, en TNCG.
7. **Veiller à ce que les initiatives pour le développement et l'assistance humanitaire soient coordonnées** efficacement dans le cadre du nexus humanitaire-développement.
8. **Continuer et contribuer d'avantage à l'action humanitaire**, avec :
 - Des financements alloués à l'action humanitaire, y compris le Fonds de financement commun pour les pays qui vient d'être lancés par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA *Country-Based Pool Fund*) ;
 - Des appels aux autorités *de-facto* pour la levée des restrictions imposées à l'aide humanitaire dans la zone sous contrôle non-gouvernemental, conformément aux dispositions du droit international humanitaire.

Agenda

Heure	Sujet	Intervenant	Position, organisation
	Modération	Sophie Lambroschini	Chercheuse associée, Centre Marc Bloch
9:00 – 9:30	Enregistrement		
9:30 – 9:45	Notes introductives		
	Valéria Faure-Muntian	Députée, Présidente du Groupe d'amitié France-Ukraine au sein de l'Assemblée Nationale	
	Martin Taschner	Chef d'Unité pour le Voisinage Oriental au sein de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) à la Commission européenne	
	Frédéric de Saint Sernin	Directeur général délégué, ACTED	
9:50 – 10:30	La situation humanitaire en Ukraine : Un aperçu		
9:55-10:10	Un aperçu du conflit en Ukraine	Jeremy Wetterwald	Représentant pays, REACH Ukraine
10:10-10:20	Perspectives du terrain	Olga Lishyk	Vice-gouverneur de la région de Louhansk, Ukraine
10:20-10:30	La protection des personnes touchées par le conflit en Ukraine	Daryna Tolkach	Coordinatrice plaidoyer, Right to Protection
10:30 – 11:50	PANEL: Perspectives futures pour la situation humanitaire en Ukraine de l'est		
	Ioulia Shukan	Maître de conférences, Université de Nanterre	
	Oleksandr Dubyk	Ingénieur en chef, Compagnie des eaux Voda Donbasa, Ukraine	
	Peter Wagner	Directeur et chef du groupe d'appui pour l'Ukraine à la DG Voisinage et Négociations d'Elargissement, Commission Européenne	
	Kseniia Sukhova	Maire-adjoint de la ville de Marioupol, Ukraine	
	Osnat Lubrani	Coordinateur résident du Système des Nations Unies et coordinateur humanitaire en Ukraine	
	Marie Dumoulin	Sous-directrice de la Russie et de l'Europe orientale, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français	
11:50—12:00	Conclusions		
	Martin Taschner	Chef d'Unité pour le Voisinage Oriental au sein de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) à la Commission européenne	
	Lauriane Gauny	Directrice Régionale pour l'Europe et le Sud Caucase, People in Need	